

L'instituteur, voilà l'ennemi

Histoire(s) de l'été 1940 - Le régime de Vichy rend l'école laïque et républicaine responsable de la défaite.

Une de ses priorités est de « nettoyer l'enseignement ». Pétain tient sa revanche.

Par Jérôme Gautheret et Thomas Wieder, Le Monde 31 juillet 2010

https://www.lemonde.fr/ete/article/2010/07/31/l-instituteur-voila-l-ennemi_1394415_1383719.html

Rémy Handourtzet, Vichy et l'école (1940-44) Noésis, 1997

Le 9 juillet 1940 : "Prier et encore prier pour que Pierre soit sauvé, pour que les Boches ne reviennent pas, pour que la France soit sauvée ! (...) Dans l'exposé des motifs on reconnaît le mal fait par l'éducation sans Dieu. C'est toute l'Université, oeuvre de Napoléon, qu'il faudrait f. par terre. Toute l'idolâtrie classique (...). Démolition extérieure et putréfaction intérieure : les instituteurs." Le 10 (juillet) à Vichy. Vote de l'Assemblée nationale et fin du régime parlementaire et de la domination des francs-maçons et des instituteurs. Du moins espérons-le. Il n'y aura rien de fait tant qu'on n'aura pas abattu l'Université de France et l'éducation classique."

Le raisonnement dont témoigne ce Journal écrit aux pires heures du début de l'été 1940 est difficilement compréhensible à soixante-dix années de distance. Quoi, l'armée française a volé en éclats, entraînant dans sa chute la IIIe République tout entière, les trois cinquièmes du pays sont occupés, les Allemands sont à Paris, le drapeau nazi flotte sous l'Arc de triomphe, plus d'un million et demi de Français sont prisonniers en Allemagne, et le plus urgent serait de faire porter le poids de la faute sur l'Université, les professeurs et les instituteurs ? Cette diatribe est d'autant plus étonnante qu'elle n'est pas le fait d'un boutefeu de l'extrême droite : elle émane au contraire du respectable Paul Claudel. Un diplomate de carrière, certes catholique intransigeant et conservateur, mais résolument antitotalitaire.

De fait, sa colère est loin d'être isolée. Sidérée par l'ampleur de la défaite, l'opinion publique cherche à comprendre. L'explication va lui être livrée sur un plateau : l'instituteur, voilà l'ennemi.

L'offensive a été déclenchée par les militaires. Avant même l'armistice, les généraux Gamelin et Weygand travaillent leur défense. Pour eux, personne dans l'armée n'a failli. En revanche, ils reprochent aux instituteurs d'être les principaux responsables du défaitisme ambiant, et insistent pour qu'ils soient sévèrement punis. En juillet, le maréchal Pétain déclare à son officier de liaison avec les troupes britanniques, Edward Spears, que ce sont "les instituteurs et les politiciens, plus que les militaires, (qui) ont mis la France à genoux". Bientôt ils seront accusés de s'être mal battus, ou même d'avoir abandonné leur poste durant la débâcle.

La presse se met au diapason. Le 4 juillet, lendemain du sabordage de la flotte française par les Anglais à Mers El-Kébir, on lit à la "une" du Petit Marseillais, à côté de l'article annonçant la catastrophe, un titre : "Les instituteurs sont responsables de la défaite". Le soupçon s'installe. Le 3 octobre, Paris-Soir écrit : "Des maîtres qui auraient dû prêcher l'exemple ont été aux premiers rangs des paniquards. Il en est qui n'en sont pas encore revenus."

Comment expliquer cette campagne haineuse, et son retentissement dans l'opinion ? Dans son Vichy et l'Ecole (éd. Noésis, 1997), malheureusement épuisé, l'historien Rémy Handourtzet, professeur associé à la Rouen Business School, démontre que l'attaque est partie de l'armée vaincue, "d'abord parce que les maîtres constituent le plus gros noyau de l'encadrement militaire, et ensuite parce qu'ils constituent un groupe social de boucs émissaires en réserve depuis le Front populaire". Cette explication mérite d'être analysée.

A l'orée de la seconde guerre mondiale, 6 millions d'enfants sont scolarisés en France. L'écrasante majorité d'entre eux (5,2 millions) suit les cours de l'école primaire, 400 000 sont en maternelle et 200 000 en primaire supérieure. Ce système coexiste avec le monde élitiste du secondaire (200 000 élèves), qui lui aussi possède ses petites classes. Jusqu'en 1933, son enseignement était payant. Le baccalauréat (28 000 diplômés chaque année) ouvre le monde de l'université à une infime minorité : la France de 1939 compte un peu moins de 40 millions d'habitants, et seulement 75 000 étudiants.

Le corps enseignant est donc principalement composé d'instituteurs (132 000, contre 15 000 professeurs du secondaire). Ces fonctionnaires, formés au sein des écoles normales, sont depuis l'instauration de la III^e République les infatigables propagandistes de ses idéaux égalitaires, et de son laïcisme de combat. Il n'est donc pas illogique de voir les ennemis du régime les poursuivre de leur vindicte.

Une institution, particulièrement, fait l'objet de toutes les attaques : le Syndicat national des instituteurs (SNI), qui, avec 100 000 adhérents, représente 80 % environ du corps enseignant. Son influence considérable, entretenue par une presse puissante (L'Ecole libératrice, très puissante, et les Cahiers d'information du militant, plus politiques), le rend incontournable pour l'élaboration des programmes, voire la gestion des carrières. De plus, ses membres ont été des relais très actifs pour les thèses du Front populaire, soutenant notamment l'action du radical Jean Zay en faveur du rapprochement des deux systèmes concurrents d'enseignement public. Ces prises de position, naturellement, seront portées à leur débit à l'heure de la "Révolution nationale" triomphante.

L'autre reproche formulé à l'encontre des instituteurs est celui de leur pacifisme radical. Sur ce point, il faut bien admettre que le syndicat a fait preuve d'un singulier aveuglement : Rémy Handourtzel rappelle que le SNI lui-même, depuis 1918, assumait d'avoir engagé "une action persévérante en vue de modifier le contenu de l'enseignement donné dans les écoles afin d'éliminer tout ce qui pouvait avoir un caractère belliciste". A deux mois de la mobilisation générale, la section du département de la Seine proposait au congrès de Montrouge une curieuse motion assurant qu'"Allemands et Italiens, même s'ils suivent Hitler et Mussolini, ont le droit de vivre. S'il faut donner des colonies pour sauver la paix, nous les donnerons !"

Ce pacifisme intégral n'était pas l'apanage des instituteurs, mais il faut reconnaître qu'il trouvait dans cette population un écho particulier, ce qui nourrira bien des fantasmes, avant même l'entrée en guerre. Dans son étude sur l'évolution de l'opinion dans le Lot entre 1939 et 1944, l'historien Pierre Laborie évoque une enquête menée en 1939 dans le département "à la suite d'informations selon lesquelles des enseignants participeraient à une action de propagande visant à engager les jeunes à ne pas faire de préparation militaire", qui n'aboutit pas.

Ainsi donc, la suspicion envers les enseignants n'est pas nouvelle : elle est largement répandue dans les milieux conservateurs, et singulièrement dans l'armée. Depuis des années, le maréchal Pétain est littéralement obsédé par le problème. Lors de son entrée au gouvernement, en 1934, dans l'émotion qui avait suivi les émeutes du 6 février, le vieux soldat avait réclamé, outre le ministère de la guerre, la tutelle sur l'éducation nationale. Son programme ? Il est limpide : "Je m'occuperai des instituteurs communistes."

Dans un numéro spécial de la Revue des deux mondes, publié fin 1934, il exposait sa vision de l'enseignement. "Avant de se jouer sur un champ de bataille, les destinées d'un peuple s'élaborent sur les bancs de la classe et de l'amphithéâtre. L'instituteur, le professeur, l'officier participent à la même tâche, ont à s'inspirer des mêmes traditions et des mêmes vertus." S'il y a une continuité de l'école à la caserne, il n'est pas étonnant que Vichy ait entrepris, dès les premières heures, de chercher dans les salles de classe les responsables de la déroute.

Les Allemands n'essaieront jamais de s'immiscer dans le système éducatif ; ils veulent juste éviter que les écoles ne deviennent des foyers de sédition. La répression commence à se mettre en place sous la direction du philosophe Albert Rivaud, ministre de l'éducation nationale du 16 juin au 12 juillet. Elle se précise avec son successeur Emile Mireaux, un radical proche de Laval nommé ministre de l'instruction publique de l'Etat français - le nouveau régime abandonne la dénomination en usage depuis 1932 : tout un symbole...

A partir du 17 juillet, tout fonctionnaire peut être révoqué par un simple décret : l'épuration peut commencer. Elle battra son plein sous la direction de Georges Ripert, qui remplace Emile Mireaux le 6 septembre et occupera le poste jusqu'au 13 décembre. Son objectif ? Il est sans ambiguïté : "Nettoyer l'enseignement primaire." Déplacements, révocations, mises à la retraite d'office... l'arsenal des sanctions disponibles est varié. L'absence de statistiques nationales sur le sujet empêche toute vision d'ensemble de l'ampleur du phénomène, mais on estime qu'un millier d'instituteurs ont été touchés. Enseignants juifs ou francs-maçons, militants SFIO particulièrement actifs...

Le chiffre pourrait sembler dérisoire à l'échelle du pays. Il est en réalité considérable au regard de la situation : en 1939, 26 000 instituteurs ont été mobilisés. La moitié sont prisonniers, et les Allemands les relâchent avec parcimonie. Ce manque de bras détermine tout le reste : il devient bientôt le principal frein à une politique d'épuration plus ambitieuse. Vichy n'a tout simplement pas les moyens de ses ambitions...

L'urgent est de remettre la machine en état de marche. L'année scolaire 1939-1940 s'est achevée dans un désordre général, et le moins qu'on puisse dire est que la rentrée ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. L'exode a jeté 8 millions de Français sur les routes, et nombre d'entre eux n'ont toujours pas regagné leur domicile. Des milliers de professeurs manquent à l'appel. Quant aux élèves, ce n'est pas mieux : au début du mois d'août, 90 000 enfants n'ont pas encore été retrouvés par leur famille. Les locaux ne sont pas toujours utilisables. Nombre d'entre eux ont été touchés par les bombardements, ou réquisitionnés par l'occupant. De fait, écoles et internats sont des cibles tentantes. Comme le remarque Rémy Handourtzet, ces espaces "s'adaptent bien aux exigences de l'économie militaire : une cour pour le rassemblement de la troupe et le stationnement des véhicules, un préau pour le stockage des matériels, des salles de classe ou d'internat pour le logement des soldats, des sanitaires collectifs, un réfectoire..."

Selon l'historien, 20 % des locaux scolaires et universitaires auront été réquisitionnés. On fait cours dans des greniers, des locaux inoccupés ou désaffectés... L'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, 11 ans en 1940, racontera qu'il a passé "des années qui n'étaient pas si désagréables" au collège Saint-Joseph de Caen, bien que l'internat ait été déplacé "dans l'immense dortoir (d'un) asile d'aliénés".

Même les plus prestigieuses institutions ne sont pas à l'abri. L'auguste Jérôme Carcopino, spécialiste reconnu de l'histoire romaine, nommé à la tête de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm (et futur ministre de l'instruction publique de Vichy, en 1941-1942), se trouve face au même problème à la rentrée 1940 : "Pendant que j'étais à Vichy, le bruit avait couru à Paris que le détachement de Panzerjünger qui campait rue d'Ulm depuis le 26 août allait vider les lieux. Le 15 septembre, les Panzerjünger s'en allèrent, c'est vrai ; mais ils furent relevés par une centaine d'autres. Le 18 septembre, des officiers de la Luftwaffe vinrent du Palais du Luxembourg se faire montrer nos locaux des caves aux mansardes, avec l'intention, complaisamment affichée, d'y aménager à plus ou moins bref délai, pour 300 de leurs aviateurs, un cantonnement qui engloberait notre bâtiment central dans sa totalité et sans en excepter même notre bibliothèque."

Dans ce contexte, les premières décisions de Vichy sont lourdes de sens : le 3 septembre, la loi de 1904 interdisant aux congrégations religieuses d'enseigner est abrogée, et le 18, les écoles normales d'instituteurs sont supprimées. L'heure est à la rénovation des programmes : une commission de révision est réunie à Vichy, à l'Hôtel Plaza. Dans l'impossibilité de faire imprimer de nouveaux manuels, les autorités académiques se contentent d'édicter des listes de livres interdits, et de formuler quelques orientations. Ainsi, les programmes d'histoire feront-ils l'impasse sur la Révolution française et ses suites, ainsi que sur les guerres franco-allemandes, armistice oblige. On passera sous silence l'histoire de Napoléon et les conquêtes de la République. En revanche, Jeanne d'Arc, l'ennemie des Anglais, sera l'objet de toutes les dévotions.

Dans le même temps, Vichy entend développer l'enseignement des disciplines sportives. A Nantes, Le Phare de la Loire du 1er septembre affirme qu'il faut "viriliser" l'enseignement : "La République d'hier que l'on disait athénienne était devenue plutôt byzantine, sinon levantine. Ramenons-la vers l'Attique... en passant par Sparte." Vichy répond à cette attente par la mise en place de cours d'éducation générale et sportive, à raison de cinq heures par semaine, mais la sous-alimentation des élèves forcera bientôt le ministère à se montrer moins ambitieux. Dans les salles de classe et les préaux des écoles, Vichy a les mains libres. C'est là que doit s'inventer la "révolution nationale", et c'est là que règne son principal ennemi, l'instituteur.

L'autre guerre, la vraie, a été perdue depuis longtemps. A Vichy, personne ne pense que la situation peut être retournée. En visite à Berlin le 9 novembre 1940, le vice-président du conseil, Pierre Laval, rencontre le numéro deux du Reich, Hermann Göring. Et l'assure qu'"il sera offert à la jeunesse française un idéal différent de l'idée de revanche".